

Projet constitutionnel et politisation dans l'UE

Loukas Tsoukalis

ELIAMEP, Université d'Athènes, Octobre 2006

Moravcsik a tout à fait raison d'observer que le projet constitutionnel européen a raté son entreprise de mobilisation des citoyens dans l'ensemble des pays Membres, comme sa quête de soutien pour l'approfondissement de l'intégration. Comment pouvait-il en être autrement? Le mot constitution est impropre, des changements dans les procédures de vote du Conseil et la rotation des présidences sont peut-être un pas dans la direction d'une meilleure prestation ; mais ça laisse sur sa faim alors que la section politique du vieux traité demeure pratiquement inchangée. On a fait de changements dans les pratiques un projet politique majeur, et cela a fait long feu – quand ça n'a pas eu l'effet inverse.

Faut-il en déduire que la politisation de l'intégration européenne est une affaire classée? Moravcsik suggère que le plus grand avantage tactique de l'UE est qu'elle est *assommante*, et qu'elle devrait le rester.

L'intégration européenne est née d'une conspiration élitiste partie de bonnes intentions et arrivée à des résultats franchement remarquables. Jusque là, il n'y a rien à dire. Cependant, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle continue dans cette veine pour plusieurs raisons. L'expansion soutenue de l'UE en termes d'admissions et de rôles politiques a accru la diversité interne au moment même où elle multipliait les effets de décisions prises par les institutions européennes sur la vie quotidienne des citoyens. En ces temps de restructuration économique majeurs à l'échelle globale, le nombre de perdants dans les pays Membres tend à la hausse. Les perdants réels, potentiels ou même imaginaires représentent une section appréciable de nos populations dans une période caractérisée par le changement rapide et ample. Beaucoup voient l'intégration européenne comme un véhicule de la mondialisation honnie, et ils s'en détournent. Le problème se pose *au sein* des peuples bien plus qu'*entre* les peuples; et il est beaucoup plus important et plus inextricable que précédemment.

Moravcsik prétend que la politisation de l'intégration européenne est impossible parce que les questions les plus importantes aux yeux des citoyens européens sont toujours aux mains des gouvernements nationaux. Les problèmes de commerce, de réglementation et de pratique du *soft power* ne sont pas du genre à éveiller l'intérêt du citoyen moyen. Et, vu sous cet angle, il n'a pas tort. Reste qu'il néglige un point important. La réglementation économique n'est pas indépendante de la distribution. Les différents calibrages des politiques monétaires et fiscales ne sont pas économiquement neutres non plus. En d'autres termes, la sorte d'Europe que nous faisons a des effets manifestes sur la politique intérieure et le contrat social. Nous sommes en présence d'un décalage croissant entre la nature classiquement intergouvernementale des négociations européennes et les réalités économiques qui deviennent de jour en jour plus européennes et globales.

Un jour, dans un avenir qu'il faut espérer pas trop lointain, les hommes politiques commenceront à discuter sérieusement des moyens dont dispose l'Europe pour gérer et structurer collectivement la globalisation. Ils commenceront à envisager des compromis entre croissance et équité, à trouver le lien entre ces compromis et la division des pouvoirs entre les institutions européennes et nationales dans différentes sphères de politique économique, dont les politiques fiscale ou sociale. D'aucuns ont déjà commencé à discuter plus ouvertement des avantages et inconvénients d'élargissements futurs, ou du rôle de l'Europe en tant qu'acteur global. Il doit bien y avoir des hommes politiques capables de formuler ces notions dans une langue accessible, et de les présenter sous forme de choix politiques fondamentaux, compris par tous les citoyens. Car les choix existent mais la plupart de nos hommes politiques se sont jusqu'à présent, abstenus de les articuler en tant que choix, dotés d'une dimension européenne autant que nationale. Peut-être parce qu'on n'a toujours pas, au niveau européen, de fonction élue suffisamment attrayante pour mettre en lice ce qu'il y a de talent à gauche comme à droite, toutes tendances politiques et toutes générations confondues.

L'élection indirecte du Président de la Commission européenne par les nouveaux élus au Parlement pourrait être un bon moyen de davantage politiser l'UE. Cela ne va pas sans risques mais rendrait sans doute l'UE moins assommante, et les élections au Parlement européen aussi. De telles dispositions altéreraient en outre l'équilibre entre les institutions, et causerait par là une opposition forte. Serons-nous prêts pour une telle bataille politique avant 2009?